
Réseau AEFE : ce n'est pas une crise, c'est un choix politique

La FCPE dénonce l'abandon de l'État et dit non à la privatisation rampante de l'enseignement français à l'étranger !

Le réseau de l'enseignement français à l'étranger (AEFE) n'est pas en difficulté par hasard. Il est en train d'être sacrifié. Ce qui se joue aujourd'hui n'est pas une crise technique, mais un choix politique : celui du désengagement de l'État français de sa propre mission de la continuité du service public de l'éducation à l'étranger.

Au nom d'une prétendue « modernisation » et d'une « vérité des coûts », le gouvernement transfère massivement ses charges en particulier celle des pensions civiles du personnel détaché vers les familles. Les conséquences sont claires : frais de scolarité en hausse continue, postes de détachés supprimés, qualité pédagogique dégradée, mixité sociale sacrifiée. Ce n'est pas un ajustement, c'est une rupture.

Les familles sont devenues la variable d'ajustement permanente d'un système que l'État refuse désormais d'assumer. On leur demande de financer, à leur place, ce qui relève pourtant de la responsabilité directe de la puissance publique. C'est une privatisation rampante d'un service public que l'on prétend encore défendre par la parole, mais que l'on abandonne dans les faits.

La situation est particulièrement grave dans les établissements en gestion directe. En transférant la charge de la pension civile des personnels détachés, l'État renonce à son rôle d'employeur et fait payer aux familles le coût de ses propres agents. C'est un reniement politique et moral.

Dans l'ensemble du réseau AEFE, ce choix produit des effets dévastateurs : établissements sous tension, familles étranglées et prises en otage, projets immobiliers gelés, qualité fragilisée. Ce qui était un réseau public ouvert devient progressivement un marché scolaire élitiste, réservé à ceux qui peuvent suivre financièrement.

La FCPE refuse cette logique. Nous refusons :

- Que l'éducation devienne une marchandise ;
- Que les familles financent le désengagement de l'État ;
- Que l'égalité d'accès soit sacrifiée sur l'autel de l'austérité ;

- Que le réseau AEFE soit transformé en vitrine payante.

Nous exigeons :

- La reprise en charge intégrale par l'État de ses responsabilités financières, notamment la pension civile ;
- L'arrêt immédiat du transfert des coûts vers les familles ;
- Une programmation budgétaire pluriannuelle lisible et débattue.

L'action de l'État français ne relève pas d'une saine gestion, mais d'un renoncement : renoncement à l'égalité, à la continuité du service public de l'éducation à l'étranger et au rayonnement éducatif de la France dans le monde.

La FCPE appelle les familles, les personnels et les élus à s'opposer à ce démantèlement silencieux. L'enseignement français à l'étranger n'est pas un produit de luxe : c'est une mission de la République.

Contacts presse :

Moulay Driss El alaoui : 06 83 48 37 94 / alaouimyds@yahoo.com

Laurence Guillermou : 06 82 81 40 82 / fcpecom@fcpe.asso.fr